Groupe de travail « addition intentionnelle de radionucléides dans les biens de consommation ou les produits de construction » du HCTISN

Relevé de décisions de la réunion du 11 octobre 2013

La première réunion du groupe de travail « addition intentionnelle de radionucléides dans les biens de consommation ou les produits de construction » du HCTISN s'est tenue le 11 octobre 2013 au siège de l'ASN.

L'ordre du jour de la réunion était :

1. introduction
2. rappel de la réglementation
3. déroulement de l'instruction d'une demande de dérogation
4. retour d'expérience sur les dossiers déjà examinés
5. premières réflexions
6. mandat du groupe de travail
7. prochaines réunions

Les présentations du ministère (points 2 et 3) et de l'ASN (point 4) sont fournies en pièces jointes.

Différents points ont été abordés dans la discussion. En particulier :

- il convient de bien distinguer 1°) les produits ayant fait l'objet de l'addition intentionnelle de radionucléides artificiels et naturels, 2°) les produits incluant des matériaux ou des déchets provenant d'une activité nucléaire et 3°) les produits contaminés de façon non intentionnelle. Seule la première catégorie est couverte dans le périmètre du groupe de travail ;
- il est important de considérer non pas seulement l'exposition des consommateurs lors de l'utilisation des produits mais aussi l'exposition des travailleurs et du public tout au long du cycle de vie des produits (fabrication, transport, entreposage, utilisation, fin de vie) ;
- il faut tenir compte des possibilités de circulation des biens d'un pays à l'autre et donc veiller à l'articulation entre la réglementation française, les réglementations des autres États membres et les règles européennes ;
- au-delà de l'information et la consultation des parties prenantes pendant l'instruction des demandes de dérogation, il faut également s'interroger sur les modalités d'information une fois les dérogations accordées. En particulier, les modalités d'étiquetage des produits pourraient être examinés par le groupe de travail ;

- d'autres organisations, comme la DGCCRF et une association de consommateurs, pourraient être associées aux travaux du groupe, notamment dans le cadre d'une audition.

En conclusion, le président du groupe de travail propose :

- une prochaine réunion le 24/01/2014 à 9h30 au siège de l'ASN (salle GP2) ;
- l'envoi, avant la prochaine réunion, d'une version du projet de mandat modifiée à la lueur des échanges lors de la réunion ;
- l'envoi par l'ASN, avant la prochaine réunion, de premiers éléments de réflexion sur l'approche générale relative à l'examen des demandes de dérogation (c'est-à-dire la première partie du projet de mandat).

Participants

REVOL Henri	Collège personnalité qualifiée
BARBEY Pierre	Collège association
BIGOT Bernard	Collège exploitant
BONNEMAINS Jacky	Collège association
POCHITALOFF Pierre	Collège organisation syndicale
SENE Monique	Collège CLI
JAMET Philippe	Collège Etat / ASN
AUGUSTE Paul	Collège organisation syndicale
CARAMELLE Jean-René	Collège exploitant
DUTZER Michel	ANDRA
HUGUET-MOUSTAINE Agnès	Areva
VALLET Jérémie	MEDDE/DGPR
CHAPALAIN Estelle	MEDDE/DGPR
MICHEL DIT LABOELLE Nicolas	MEDDE/DGPR
DAVID Olivier	MEDDE/DGEC
MOREL Clémence	MEDDE/DGEC
LEGRAND Henri	ASN
RODDE Sylvie	ASN
TRAN-THIEN Vivien	ASN